

Vos diplômes, s'il vous plaît!

Profession : détective

Il faudra bientôt un titre de l'enseignement supérieur estampillé par le ministère de l'Intérieur pour devenir enquêteur privé. Un métier où la tête compte autant que les jambes.

Profession : détective

Détective, ce n'est pas un métier, c'est un cliché, et même une belle collection de clichés. Côté glamour, on trouve l'éternel hollywoodien du privé, moitié gangster, moitié joli coeur. Ombre furtive dans la nuit, en trench-coat, le visage à demi dissimulé par un feutre mou, il arpente le macadam, cigarette au bec, pistolet en poche. Côté crapoteux, l'image ringarde et peu reluisante du barbouze à la française, gros bras sans foi ni loi qui se soucie de morale comme de sa première chemise. Une image qui exaspère quelque peu les 3 000 à 4 000 agents de recherches privés français - c'est l'appellation officielle - aujourd'hui en exercice: *«Il arrive encore assez souvent qu'on nous prenne pour des truands, qu'il s'agisse de candidats ou même des clients»*, raconte ainsi Jean-Jacques Parenti, à la tête d'une des plus grosses agences françaises. Costume classique et vocabulaire choisi, cet élégant quinquagénaire ne déparerait pas dans un cabine de consultant.

Mais les clichés ont la peau dure, surtout s'agissant d'une profession à la fois si mythique et si méconnue. Y compris parmi les aspirants détectives. *«Quand nous les interrogeons sur leur vision du métier, certains candidats nous livrent des caricatures qui nous étonnent encore»*, constate ainsi Yves Conversano, détective et directeur de l'Ifar (Institut de Formation des Agents de Recherches). La profession, qui compte beaucoup d'anciens militaires ou policiers dans ses rangs, suscite d'ailleurs des vocations parmi les personnalités les plus variées, certaines inattendues: *«Des étudiants en médecine, en japonais, des diplômés qui cherchent encore leur voie, des personnes en reconversion, nous voyons vraiment arriver tous les profils...»*, raconte Marko Gjidara, directeur du Centre universitaire de Melun. Cette antenne de l'université de Paris-II propose depuis 1998 un DU (diplôme universitaire) d'enquêteur privé.

Car, n'en déplaise aux idées reçues, pour devenir détective aujourd'hui, un diplôme d'enseignement supérieur est largement recommandé. A la rentrée prochaine, il devrait même être obligatoire. Pour l'instant, il suffit d'une simple déclaration en préfecture de police et d'un casier judiciaire vierge pour s'installer. Mais une loi adoptée en mars 2003 par les députés imposera désormais aux nouveaux venus le passage par une formation homologuée. Et dans les semaines qui viennent vont paraître les décrets fixant la liste des diplômes reconnus. Classement qui ne sera pas inutile, une dizaine de cursus plus ou moins sérieux se disputant aujourd'hui le marché, chacun se targuant d'être le seul qui vaille. L'Ifar, à Montpellier, se met en avant comme l'école de la profession; Melun, antenne de Paris-II, se targue de son statut public et universitaire; quant à Daniel Robillard, il revendique la paternité du premier ouvrage de référence, «la Bible du détective», et dispense depuis plusieurs années des cours par correspondance. *«C'est une formule quia fait ses preuves, assure-t-il. Ma méthode comprend également une quinzaine de travaux dirigés, corrigés par correspondance.»*

Le décret devrait donc clarifier la situation. De nombreux enquêteurs privés s'en réjouissent, qui aimeraient bien voir redorer le blason de leur profession, parfois soupçonnée de pratiques douteuses. *«Nous exerçons un métier de service dans lequel il importe avant tout de récolter ses informations par des voies légales...»*, insiste Yves Conversano. En effet, pour être un bon détective, il faut connaître la procédure sur le bout des doigts. *«Les constats ne sont crédibles et ne tiennent la route devant un tribunal que s'ils sont très bien rédigés»*, explique Marko Gjidara. Car, évolution des moeurs oblige, le temps n'est plus où le gros des missions consistait à épier les époux volages. Aujourd'hui, les

enquêteurs privés assistent souvent des **avocats** ou même des **tribunaux** dans leurs enquêtes, pour apporter des preuves matérielles. «*Les deux tiers de nos affaires sont liées au renseignement commercial et elles nécessitent beaucoup de compétences techniques et juridiques*», précise Jean-Jacques Parenti.

Les apprentis détectives doivent donc se roder, que ce soit à **Paris-II** ou à l'Ifar, à des techniques variées. Au menu : l'art délicat de la filature, le relevé d'empreintes digitales, des cours de psychologie mais aussi une bonne dose de droit, une formation à la recherche d'informations sur Internet et, bien sûr, un long stage professionnel, les petites ficelles du métier ne pouvant s'acquérir qu'in vivo, sur le terrain. Il peut s'agir de débusquer un client indélicat ayant oublié de régler sa petite note, de mettre au jour des réseaux de vol en interne dans une entreprise ou encore de lutter contre l'espionnage industriel. «*La gestion des entreprises est de plus en plus complexe, notre métier le devient donc aussi*», constate Jean-Jacques Parenti. Et d'expliquer que les détectives vivent eux aussi, désormais, à l'heure de la mondialisation: «*J'effectue souvent des missions à l'étranger. Par exemple, j'ai beaucoup travaillé en Russie pour des entreprises françaises désireuses de s'y implanter.*» Et les fameuses affaires d'adultère ? «*Certaines agences continuent à s'en faire une spécialité mais l'essentiel des dossiers privés tourne autour de la recherche de personnes disparues ou d'enquêtes criminelles*», assure Christian Borniche, détective, enseignant à Paris-II et fils de Roger Borniche, écrivain et mythique flic de l'après-guerre.

Plus technique, et peut-être moins paillettes qu'on ne l'imagine, le métier ne s'en révèle pas moins gratifiant: «*C'est vraiment un job passionnant, avec à la fois le plaisir intellectuel de résoudre une affaire, de faire avancer la recherche de la vérité, la décharge d'adrénaline de l'action et la satisfaction de venir en aide à un client*», explique Stéphanie Charpin, 26 ans, cofondatrice de l'agence Phoenix, à Saint-Etienne, avec une jeune consoeur fraîchement diplômée de l'Ifar. Car, comme l'explique Yves Conversano: «*Pour certaines personnes, nous sommes le dernier recours, l'ultime maillon de la chaîne judiciaire.*» La vocation de Stéphanie, les pieds bien sur terre, ne doit d'ailleurs rien aux clichés du film noir. «*C'est plutôt en découvrant des détectives aux informations, lorsqu'ils collaboraient à des enquêtes, ou bien dans des documentaires que j'ai eu envie de faire ce métier*», explique-t-elle. La disparition d'une jeune fille de son lycée la détermine à passer du rêve à la réalité: «*Les élèves de l'Ifar sont venus pour participer à l'enquête, je les ai rencontrés et j'ai découvert qu'il existait une formation sérieuse pour devenir détective.*»

D'ailleurs - encore un cliché à remiser au rayon des idées reçues -, détective, c'est de moins en moins un métier d'homme. «*Sur la dernière promotion, nous avons autant de filles que de garçons*», constate Yves Conversano. Pourtant la profession réclame une disponibilité exceptionnelle: «*Il faut souvent travailler à l'heure où les autres se reposent, être prêt à changer son emploi du temps à vue*», explique Jean-Jacques Parenti. Ce que confirme Christian Borniche: «*En septembre, je devais partir deux semaines en vacances, j'ai dû tout annuler au dernier moment à cause d'une mission importante.*» Et les abandons au bout de quelques années d'exercice sont nombreux. «*Certains, explique-t-il, ne réalisent pas très bien tout ce que l'exercice de ce métier implique, avec des planques jusqu'à 3 heures du matin, pas très compatibles avec une vie familiale.*»

Et les débouchés? Jean-Jacques Parenti en est certain: «*Les jeunes qui suivent une bonne formation réussissent à se faire une place.*» Selon les statistiques de l'Ifar, six mois après leur sortie, 65% à 80% des diplômés travaillent. Un tiers d'entre eux ouvrent un cabinet, 20% deviennent collaborateurs indépendants de cabinets et 50% sont salariés, un statut qui demeure pour l'instant assez rare, peu d'agences étant en mesure de s'adjoindre des collaborateurs permanents. «*Il s'agit le plus souvent de toutes petites structures d'une ou deux personnes au maximum*, explique Christian Borniche. *En revanche, les collaborations entre indépendants sont fréquentes.*» L'Ifar estime à 1 067 euros net par mois en moyenne les premiers salaires, auxquels s'ajoutent des primes selon les résultats et une voiture de fonction. Pour Jean-Jacques Parenti, un enquêteur privé qui tourne bien gagne autour de 3 000 euros brut mensuels, «*mais avec de très grandes variations*». Yann Bénard, 30 ans, ancien militaire qui a suivi la formation Robillard par correspondance, s'est installé à Grenoble depuis un an. Il annonce lui aussi des mois qui se suivent mais ne se ressemblent pas: «*Cela va de 300 à 6 000 euros!*» Bref, pour se lancer, il faut tout de même un goût certain pour l'aventure.